



Communiqué de presse

« **Projet de Plaidoyer pour le Soutien à la Scolarisation de Qualité et la Lutte contre la Déperdition Scolaire des Filles Rurales** »

Le Comité de Soutien à la Scolarisation des Filles rurales (CSSF) est une association à but non lucratif, créée en 1998 et reconnue d'utilité publique depuis 2007, dont la mission principale est d'œuvrer, à l'échelle nationale, pour l'amélioration de l'accès à l'école des filles rurales et de la qualité de l'offre éducative.

En effet, bien que l'éducation soit un droit universel, au Maroc, les statistiques nationales démontrent que nous nous inscrivons dans un schéma, mis en avant dans le rapport analytique du CSE en 2008, de disparité sexuelle, qui certes est en progression mais qui reste toutefois alarmant. En effet, si l'égalité des chances d'accès au collège est pratiquement acquise en milieu urbain avec un indice de parité de **91%** cet indice n'est que de **55%** en milieu rural¹. Par ailleurs, le rythme de croissance annuelle des salles de collèges ne permet pas de faire face à une demande qui connaît une progression annuelle. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande se traduit par un surnombre d'élèves dans les classes fréquentées par **41 à 45** élèves chacune.

C'est dans ce contexte, à la fois d'inégalité à l'accès à l'éducation, de déperdition scolaire des filles rurales lors du passage au collège et d'insuffisance de l'offre éducative, que le CSSF, grâce à un financement MEPI Small Grant, a démarré, en juin 2008, en partenariat avec ses associations de développement local partenaires, un projet pilote dont l'objectif est d'améliorer l'implication des communautés locales dans la gestion de la question éducative au Maroc à travers la mise en place d'une stratégie de plaidoyer au niveau local. Ce projet a été mis en œuvre dans les régions du Nord, du centre et du Sud du Maroc, dans les 4 provinces de Kénitra, d'El Jadida, de Khénifra et de Zagora. Des rencontres de concertation avec les associations partenaires ont permis de débattre des enjeux du projet en termes de progression des taux de rétention scolaire et de définir les axes du plaidoyer à développer. Des rencontres au niveau des sites pilotes ont débouché sur des recommandations clairement définies dans le Plan d'urgence élaboré en 2008. Ce projet qui aura duré près de deux années, aura permis aux divers acteurs communautaires de commencer à prendre pleinement conscience de leurs problèmes, de tendre vers l'appropriation de la problématique de la qualité de la scolarisation et de la rétention scolaire, notamment des filles rurales et de déclencher un débat élargi impliquant la population locale.

Le Partenariat entre le Comité de Soutien à la Scolarisation des Filles rurales (CSSF) et Middle East Partnership Initiative (MEPI) aura donc permis d'assurer, à travers la mise en œuvre de ce projet, un impact se traduisant par la réduction du taux de redoublement et d'abandon scolaire en milieu rural, notamment pour les filles.

Les résultats de ce projet ont été diffusés lors d'une journée médiatique à laquelle les représentants de MEPI ainsi que les divers partenaires du CSSF ont été conviés, en hommage au soutien qu'ils assurent aux projets réalisés sur le terrain au profit des populations locales démunies, en particulier les filles rurales.

¹ Rapport analytique 2008 du Conseil Supérieur de l'Enseignement, Volume 2, page 30